

**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse  
**Herausgeber:** Union syndicale suisse  
**Band:** 49 (1957)  
**Heft:** 7-8

**Artikel:** Grandeur et décadence du colonialisme européen  
**Autor:** Chevallaz, G.-A.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-385016>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 28.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Grandeur et décadence du colonialisme européen

Par *G.-A. Chevallaz*

Les événements que nous vivons depuis quelques années, en Indochine, en Afrique, dans le Moyen-Orient, la réunion, à Bandoeng, en 1955, d'une conférence des peuples afro-asiatiques récemment libérés ou en voie d'émancipation des tutelles coloniales, marquent un tournant dans l'histoire du monde. Ils annoncent, nous dit-on, la fin de l'ère colonialiste. Fin du colonialisme ou fin d'un colonialisme? Emancipation des peuples ou décadence de l'Europe?

Mais que faut-il entendre par le terme de « colonialisme »? Ferhat Abbas, le leader nationaliste algérien, le définit comme « le fait, pour un peuple, d'envahir le territoire d'un autre sans son consentement et de l'exploiter à son profit ». Cette définition est trop générale: n'est-elle pas celle de tout impérialisme? Mais elle a au moins l'avantage, rapprochant colonialisme et impérialisme, de faire valoir que le premier n'est qu'un mode du second. Le colonialisme est un cas particulier de l'impérialisme. C'est l'esprit de conquête appliqué à des territoires d'outre-mer; c'est l'expansion d'une puissance économiquement et militairement dynamique en des pays techniquement sous-développés. C'est la dérivation vers des terres lointaines de la volonté de puissance d'un peuple exubérant.

Le colonialisme est-il, comme le veulent certains historiens marxistes, lié expressément à une forme d'Etat social et économique? « La colonisation, comme la guerre, dit Roger Garaudy, est engendrée par le capitalisme. » Cela serait trop simple. Il y a eu des guerres et l'on a colonisé avant l'économie capitaliste du XIX<sup>e</sup> siècle industriel. Il y a eu des empires coloniaux phéniciens, carthaginois, athéniens. Rome a conquis terre après terre tout le pourtour de la Méditerranée. Les Arabes ont colonisé le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Sans Charles Martel, ils auraient dominé l'Europe occidentale. Les Turcs, à leur tour, ont conquis le monde arabe, colonisé l'Europe orientale. Au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle, l'Espagne, le Portugal, puis l'Angleterre et la France ont pris pied en Amérique et s'y sont taillé de larges possessions.

Certes, on ne peut nier la part que certains milieux d'affaires ont pris à l'expansion coloniale de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il est notoire que les périodes de crise, 1857, années 1870 et suivantes, marquées par le chômage, ont poussé les producteurs britanniques à rechercher de nouveaux marchés. Il est non moins évident que la montée des concurrences étrangères, allemande, américaine, française, a détourné partiellement les investissements financiers de l'Angleterre vers les pays d'outre-mer et a par là, stimulé l'expansion coloniale. Les ressources minières de l'Afrique du Sud ont fait agir un Cecil Rhodes et ses compagnies financières, entraînant le Gouvernement

britannique à l'expansion coloniale et à la guerre du Transvaal. Mais on aurait tort de croire les financiers unanimes à encourager l'aventure coloniale. Richard Cobden, le chef de cette école libérale manchestérienne que soutenaient les grands industriels de l'exportation britannique, considérait que les colonies ne devaient être prisées que pour le mouvement commercial auquel elles donnaient lieu. Il était donc inutile, malencontreux que la Grande-Bretagne se chargeât de frais administratifs, militaires considérables. Il fallait laisser aux peuples d'outre-mer leur liberté et mettre à leur charge leurs frais de gouvernement. Cela devait, dans l'idée de Cobden, être valable aussi bien pour les colonies « colorées » que pour les territoires peuplés d'Anglo-Saxons. Beaucoup d'hommes politiques de la période d'expansion capitaliste ont manifesté leur opposition au colonialisme, soit par idéalisme, par attachement conséquent au principe de liberté, comme un Gladstone, soit par prudence, par calcul politique, par crainte de l'aventure, comme Bismarck.

Il faut donc, à la formidable poussée colonialiste de l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, chercher d'autres raisons que l'inévitable recherche de débouchés d'un capitalisme en mal de profit. Il y a le goût de l'aventure, hérité de l'épopée napoléonienne, ravivé par le romantisme, développé par Jules Verne et par Fenimore Cooper. Une jeunesse à l'étroit dans un monde enfumé par la houille des aciéries cherchait à se donner de l'espace et compensait un mal du siècle inguérissable en courant la forêt vierge et les savanes aux horizons sans limites, en conquérant les terres en friche et en bâtissant un monde nouveau, hors des contraintes et des préjugés.

Il y a la volonté missionnaire, animée par ce renouveau de la foi, sensible vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. S'y ajoute le sentiment d'une tâche civilisatrice qui incombe à l'Occident chrétien et industriel: il doit aider les peuples sous-développés à dépasser une civilisation considérée comme odieusement barbare. Et la nécessité de vêtir ceux qui sont nus fait fructifier les quêtes missionnaires dans les quartiers bien pensants.

Il y a le facteur politico-militaire. L'intervention du soldat a été parfois la conséquence de l'établissement commercial ou religieux. « Depuis que le capitaine Cook avait reconnu la Nouvelle-Zélande, dit Chastenet, les missionnaires protestants s'intéressaient beaucoup aux Maoris. Ils considéraient le pays un peu comme une chasse gardée et y décourageaient tout établissement d'immigrants. Pourtant, deux ou trois missionnaires ayant eu la tête coupée par leurs ouailles, quelques fusiliers de la marine royale furent débarqués et la contrée tomba sous l'influence britannique. » Il faut ailleurs venger le massacre de quelques marchands ou le pillage d'un comptoir. Mais souvent aussi la conquête coloniale peut être la compensation à des revers européens, une manière de diversion à des défaites, l'occasion pour de jeunes militaires d'échapper à l'ennui des garni-

sons d'Europe, de se couvrir de gloire par la « pacification » d'un territoire rebelle ou l'enlèvement d'une kashah. Il faut voir dans la conquête de l'Algérie, de 1830 à 1848, un succédané d'épopée pour une génération de jeunes officiers frustrés des gloires impériales. C'est un souci de prestige qui détermine les conquêtes coloniales du Second Empire français. Enfin, avec la bénédiction de Bismarck, la III<sup>e</sup> République de Jules Ferry voit dans l'expansion outre-mer la revanche de la défaite de 1870, une sorte de compensation à la perte de l'Alsace-Lorraine.

Ces facteurs divers, ici l'initiative d'un officier, là l'esprit d'entreprise d'un ministre, souvent à l'encontre de l'opinion, un formidable potentiel économique, financier, militaire, une avance technique considérable, ont fait les empires coloniaux de l'Europe de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle. La fin de la première guerre mondiale en marque l'apogée. Déjà, çà et là, apparaissent des signes de désagrégation, de premières lézardes. Mais la victoire de 1918 permet à la France et à l'Angleterre d'agrandir leur empire déjà vaste. En 1919, l'Empire britannique recouvre de son pavillon un quart de l'humanité, quelque 500 millions d'âmes pour 50 millions d'Anglais. L'Empire colonial français s'étend sur 11 millions de kilomètres carrés, vingt fois la surface de la métropole. Les colonies de la Belgique et de la Hollande recèlent d'incommensurables richesses.

Il serait difficile d'établir, dans la sérénité, le bilan de la colonisation européenne. Les régimes ont été divers, selon les métropoles, selon les régions, selon les hommes chargés d'administrer les territoires conquis. Il n'est pas possible de justifier, d'excuser la politique de violence, de représailles, d'exploitation qui a trop souvent marqué l'établissement des empires coloniaux. On peut penser toutefois que la main-mise politique des pays européens sur certains territoires d'outre-mer a constitué un moindre mal. En cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle, où l'industrie a décuplé ses pouvoirs, où des moyens de transport nouveaux rapprochent les continents, l'expansion d'une Europe industrielle et surpeuplée en des territoires neufs était inévitable. Des compagnies privées l'auraient entreprise, l'ont souvent engagée. Dès lors, l'intervention des Etats, la colonisation politique et militaire, a pu, en dépit de son arbitraire et de ses violences, offrir une relative garantie aux populations indigènes. Que serait-il advenu de l'Afrique exploitée par des compagnies privées agissant en ordre dispersé, n'ayant de compte à rendre à personne, achetant l'indulgence des roitelets locaux? Le trafic des esclaves, dans la période du « vieux système colonial », avant le XIX<sup>e</sup> siècle, donne en la matière des renseignements édifiants. En bien des cas, la colonisation officielle a sauvé l'existence des populations autochtones.

Il est évident, par ailleurs, que la colonisation a favorisé l'évolution matérielle des pays occupés, y a introduit quelques éléments

positifs de la civilisation occidentale, dans l'ordre médical, culturel, agricole, industriel. Le standard de vie a été élevé, des maladies endémiques, des famines périodiques ont pris fin. Dans quelle mesure, sans la colonisation, par un développement autonome, ces progrès, encore très insuffisants dans l'ensemble, auraient-ils été atteints? Dans quelle mesure, si cela était, l'apport d'un progrès matériel compenserait-il la perte du droit de libre disposition? Encore que, dans les civilisations féodales ou tribales d'avant la colonisation, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soit une formule singulièrement vide de sens.

Quel bénéfice, d'autre part, la métropole a-t-elle retiré de la colonisation? Le bilan financier, politique, économique, humain est sans doute divers. Il faut se borner à l'évoquer sans en dégager des conclusions générales. Mais quel qu'il soit, il n'empêche pas la désagrégation, la désintégration en chaîne des empires coloniaux à laquelle nous assistons depuis l'entre-deux-guerres. Quelles en sont les raisons?

Il faut noter d'abord, si paradoxal que cela soit, l'apport idéologique de l'Occident, du colonisateur, du conquérant, s'inscrivant en contradiction avec la colonisation elle-même. D'abord l'apport chrétien, bien qu'à vrai dire les missions n'aient pas réalisé la conversion de la grande masse des peuples colonisés. Egalitaire en son essence, le christianisme a fourni son apport et sa justification à la volonté d'émancipation: «Egale aux Blancs devant Dieu, accédant aux charges de l'Eglise, constate Hubert Deschamps, les indigènes sont fondés à se demander pourquoi ils ne sont pas traités de même dans la société civile.»

Il y a l'idéologie démocratique. Le respect traditionnel du Britannique pour les droits de l'individu, la déclaration de 1789, les droits de l'homme et du citoyen que l'on enseigne dans tous les lycées français de Pontoise à Tananarive précisent que «tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit», que «le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation». Quelle justification meilleure peut-on trouver à l'émancipation d'un peuple? Or, si les Français, conscients de leurs contradictions, soucieux d'assimiler, dans une unité républicaine très abstraite, les peuples coloniaux au citoyen du département de la Seine, ont fréquemment et éloquemment promis d'accorder l'égalité des droits à leurs administrés, ils ont été très lents, très réticents, très circonspects à tenir leurs promesses, décevant gravement la confiance que beaucoup leur avaient accordée. Et ce sont fréquemment des jeunes gens formés à Paris, ou à Oxford, que l'on retrouve à la tête des mouvements d'émancipation. Il y a jusqu'à l'exemple de la «Résistance», tant exalté en France, qui fournit aux peuples coloniaux en mal de libération à la fois une mystique et une technique.

Philosophie et idéologie occidentales, forces traditionnelles aussi.

Aidant aux éveils nationaux, les religions autochtones ont marqué un renouveau. L'islam, l'hindouisme s'affirment, résistent, gagnent en adhésion et en ferveur. Gandhi, par son refus de la violence, donne au mouvement nationaliste hindou un accent tout particulier, une valeur d'une espèce toute nouvelle. Un islam intransigeant donne à l'émancipation des pays arabes la ferveur d'une guerre sainte.

A cette dynamique de l'émancipation, les circonstances offrent un terrain favorable. Affaiblie et divisée, l'Europe n'a plus les moyens d'une politique coloniale de grand style. L'expansion coloniale de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se justifiait d'une prépondérance économique et financière. En 1870, la production industrielle de l'Europe s'inscrivait pour les deux tiers de la production mondiale. En 1950, elle n'atteint plus qu'au tiers, les Etats-Unis en assumant le 45%, l'U. R. S. S. 15%. En 1914, les banques de Londres, de Paris, d'Amsterdam, de Berlin régissaient le marché mondial. L'Angleterre, la France, l'Allemagne étaient les créancières du monde pour plus de 100 milliards de francs or. Elles sont aujourd'hui débitrices, et débitrices aux solvabilités précaires.

La guerre a passé deux fois et les fêtes de la victoire de 1918 et de 1945, à Londres et à Paris, derrière le décor des illusions et des grands mots, marquaient la défaite de l'Europe tout entière, sa ruine économique, sa faiblesse militaire. Les peuples coloniaux avaient pu mesurer la débilité de leurs maîtres: d'une chiquenaude, le Japon établissait son autorité, en 1941-1942, sur toute l'Asie du Sud-Est, de Birmanie à la Nouvelle-Guinée, des Philippines à Sumatra; l'Empire colonial hollandais, l'Indochine française s'effondraient comme châteaux de cartes. L'Europe donnait en spectacle des divisions: après 1918, l'Angleterre et la France, alliées de la veille, s'étaient disputé âprement l'hégémonie du Moyen-Orient. En 1941, les Anglais et les Français du général de Gaulle enlèvent à la France de Vichy la Syrie et le Liban. C'est un ultimatum anglais qui, en 1945, contraint la France à tenir ses promesses de libérer la Syrie.

Or, en face d'une Europe ruinée et divisée montent de nouvelles puissances, les Etats-Unis et la Russie soviétique. Et c'est vers elles, bien souvent, que se tourneront les peuples coloniaux pour demander aide et conseil. Les Etats-Unis ne sont-ils pas eux-mêmes d'anciens coloniaux émancipés de la métropole britannique? La Déclaration d'indépendance de 1776 n'est-elle pas la charte de la liberté des peuples, de leur droit à disposer d'eux-mêmes? En pratique, si les Etats-Unis, de 1890 à 1910, ont quelque peu donné dans le colonialisme à la manière européenne — à Cuba, aux Philippines notamment — ils ont constamment marqué une opposition de principe à la politique coloniale. En 1919, en dépit de sollicitations nombreuses, ils ont refusé d'assumer un quelconque mandat colonial au nom de la S. d. N. Durant la deuxième guerre mondiale et depuis

1945, ils ont proclamé à plusieurs reprises leur opposition au colonialisme traditionnel, déclarant que le temps des empires d'outre-mer était terminé et qu'au lieu des dominations particulières un régime de communauté internationale devait s'établir pour aider les peuples sous-développés à atteindre leur maturité économique et politique. Ainsi ont-ils souvent accordé aux peuples en mal de libération un appui moral et parfois matériel, quitte à l'octroyer sous conditions...

Il est clair que le communisme a contribué et contribue à la désagrégation des empires coloniaux européens: l'émancipation des peuples assujettis doit, selon Lénine, contribuer à la liquidation du système capitaliste, étroitement lié, selon l'orthodoxie marxiste, à l'impérialisme colonial. Il est vrai que, pour son compte, l'U. R. S. S. n'a pas émancipé les peuples allogènes de l'Asie centrale et du Caucase. Elle leur a, sans doute, dès novembre 1917, accordé théoriquement l'égalité des droits et la souveraineté, les constituant en nations fédérées. Mais, pratiquement — quelques manifestations folkloriques exceptées — elle leur a appliqué un régime d'étroite assimilation, les pliant à la discipline communiste et au bon vouloir des maîtres absolus du Kremlin. Ainsi, l'anticolonialisme russe est-il resté essentiellement denrée d'exportation. Mais il a, à ce titre, trouvé de larges débouchés et d'actifs propagandistes.

Ainsi, les puissances coloniales d'Europe ont-elles vu leurs empires minés du dehors et du dedans. Elles n'ont plus la force de les défendre, ni, à elles seules, les moyens matériels de les entretenir et d'en organiser le développement économique. Condamnation définitive, liquidation totale? Des formules de collaboration peuvent çà et là subsister, se développer même. L'exemple des Dominions, du Commonwealth britannique est là pour en montrer l'utilité et les limites. Mais ailleurs la rupture s'est faite brutalement, au terme de longs conflits, laissant d'amers ressentiments...

Un tournant est franchi. Des tâches nouvelles, ardues, attendent les uns et les autres. Les ci-devant métropoles auront à démontrer que leur grandeur et leur prospérité n'ont pas dépendu de leur empire colonial. Les peuples émancipés, par le régime qu'ils se donneront, justifieront leur libération ou réhabiliteront le système colonial qu'ils entendaient condamner. En soi, la liberté n'est qu'une formule. Elle vaut par l'usage qu'on en fait, par la vigilance qu'on met à la défendre contre soi-même et contre les autres. Il est souvent plus difficile de s'unir pour résister que de s'unir pour construire. Or, qu'elles soient expansionnistes consciemment ou inconsciemment, il existe, à l'Est et à l'Ouest, deux grandes puissances, fortes soit de leur potentiel économique, soit de l'armature rigide, autoritaire de leur État. Elles ne manqueraient pas de substituer leur ordre, par le contrôle économique ou par l'occupation militaire, au désordre éventuel des peuples émancipés.

Un effort considérable attend les nations nouvelles ou retrouvées. Elles auront besoin de tout l'appui des peuples bénéficiant d'une avance technique. Il s'agira, par entente internationale, d'en trouver la formule sans empiéter sur une indépendance toute fraîche, sans donner prise à un nouveau colonialisme. Car le colonialisme, comme la guerre, n'est pas lié à une époque ni à un type de civilisation. La liberté est une conquête permanente.

## Les étonnantes applications de l'automation dans les transports

Par *Georges Hartmann*,

docteur ès sciences politiques et économiques,  
membre fondateur de l'Association suisse pour l'automatique

### *I. Introduction*

Plus de vingt siècles nous séparent des époques de l'antiquité où des physiciens fabriquaient des automates et où les prêtres recouraient à des appareils très ingénieux pour frapper l'imagination du peuple par l'utilisation de la force mécanique de l'expansion de la vapeur d'eau pour actionner des objets, des statues, pour ouvrir et fermer des portes.

Deux siècles nous séparent déjà du moment où a été construite la machine à vapeur; à peine un siècle s'est écoulé depuis l'invention du moteur à explosion et du moteur électrique. La cadence de l'évolution de la technique ne devient-elle pas de plus en plus rapide depuis le début du siècle? En révolutionnant les méthodes de travail et de fabrication, le taylorisme et tant d'autres systèmes ne multiplient-ils pas à l'excès le rendement des machines et la productivité des ouvriers? Actuellement, nous vivons dans une époque de *changements technologiques* accélérés qui transforment le monde. Les événements marquants des dix dernières années ont été en effet l'extension de la fabrication de synthèse, l'apparition des possibilités de fission nucléaire et de production d'énergie nouvelle, le captage, l'emmagasinage et l'utilisation directe de l'énergie solaire et de l'électro-luminescence ou lumière froide, le conditionnement d'air électronique, ainsi que le *développement de la science électronique*, dont les progrès constituent la base matérielle de l'automation. A côté de l'énergie atomique de fission et de l'énergie atomique de fusion (hydrogène), l'énergie solaire fournira probablement aussi de l'électricité au moyen de panneaux exposés au soleil; un prototype de mosaïque photovoltaïque a été présenté dernièrement à la Foire de Paris: l'électricité produite par un dallage de semi-con-